

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

Prestations de conservation-restauration sur des collections exposées ou conservées en réserve au musée d'Archéologie nationale domaine national du château de Saint Germain en Laye.

Lot n°1 - MP_2026_005_MAPA « Entretien des collections exposées dans les salles d'exposition permanente et temporaire »

Lot n°2 - MP_2026_006_MAPA « Métaux, dont plomb »

Lot n°3 - MP_2026_007_MAPA « Céramique »

Lot n°4 - MP_2026_008_MAPA « Verre »

Lot n°5 - MP_2026_009_MAPA « Objets organiques archéologiques et objets ethnographiques, à l'exception des restes humains »

Lot n°6 - MP_2026_010_MAPA « Matières dures animales et collections lithiques, paléolithiques et néolithiques »

Lot n°7 - MP_2026_011_MAPA « Sculptures, moulages, reproductions, moules et creux »

Lot n°8 - MP_2026_012_MAPA « Maquettes et modèles »

Lot n°9 - MP_2026_013_MAPA « Peintures tout support et cadres, à l'exception des toiles marouflées »

Lot n°10 - MP_2026_014_MAPA « Mosaïques »

Lot n°11 - MP_2026_015_MAPA « Fresques et enduits peints »

Lot n°12 - MP_2026_016_MAPA « Textiles »

Marché passé en application des articles **L2123-1, R2123-1, R2123-4, R2123-5 et R2123-7** du code de la commande publique.

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Jeudi 09 avril 2026 à 12 heures (TERME DE RIGUEUR)



Visite de site obligatoire (cf. section XIV du présent RC)

SOMMAIRE

SECTION I : IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ	3
SECTION II : NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR	3
SECTION III : OBJET DU MARCHÉ	5
SECTION IV : PROCÉDURES	6
SECTION V : DÉLAI D'URGENCE – JUSTIFICATION	6
SECTION VI : CONDITION DE DÉLAI	6
SECTION VII : ALLOTISSEMENT ET LIEUX D'EXÉCUTION OU DE LIVRAISON	7
SECTION VIII : CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES	8
SECTION IX : DIVISION EN LOTS	8
SECTION X : DURÉE DU MARCHÉ OU DÉLAI D'EXÉCUTION	9
SECTION XI : CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	10
SECTION XII : CLAUSE SOCIALE D'INSERTION PROFESSIONNELLE	10
SECTION XIII : DOSSIER DE CONSULTATION	11
SECTION XIV : CONDITIONS RELATIVES À LA CANDIDATURE	12
SECTION XV : MODALITÉS DE REMISE DE L'OFFRE	16
SECTION XVI : NÉGOCIATION & CRITÈRES D'ATTRIBUTION	17
SECTION XVII: ATTRIBUTION	21
SECTION XVIII : AUTRES RENSEIGNEMENTS	22
SECTION XIX: CONTENTIEUX	23

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

☐ TRAVAUX

☐ FOURNITURES

☒ SERVICES

PREAMBULE

Le présent marché est passé en vertu des articles L2123-1, R2123-1, R2123-3, R2123-5 et R2123-7 du code de la commande publique.

Ministère de la culture
Musée d'Archéologie nationale Domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye
Place Charles de Gaulle
78105 Saint-Germain-en-Laye Cedex

Le comptable public assignataire des paiements est le Trésorier Payeur :
DRFIP Ile de France
Service CGF
94, rue de Réaumur
750104 Paris Cedex 2

SECTION I : Identification de l'organisme qui passe le marché

- | | | |
|---|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Etat | <input type="checkbox"/> Région | <input type="checkbox"/> Département |
| <input type="checkbox"/> Commune
territorial | <input type="checkbox"/> Etablissement public national | <input type="checkbox"/> Etablissement public |
| <input type="checkbox"/> Autres | | |

SECTION II : Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

1 – Nom et adresse officiels de l'acheteur public :

Dénomination : Musée d'Archéologie nationale Domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye

Adresse : Place Charles de Gaulle

Code postal : 78 011

Localité/ville : SAINT GERMAIN EN LAYE cedex
nadine.bretonniere@culture.gouv.fr

Pays : France

2 – Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation doit être téléchargé à partir de la plateforme des achats de l'Etat <https://www.marches-publics.gouv.fr> disponible sous la référence :

- MP 2026_005_MAPA.

3 – Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Point d'attention :

Les demandes de renseignements complémentaires devront être faites sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>, au plus tard **le mardi 31 mars 2026**. Les réponses apportées par l'Administration seront alors adressées au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres, conformément à l'article R2132-6 du code de la commande publique.

4 – Adresse auprès de laquelle les offres doivent être déposées :

Les dossiers doivent être transmis de façon dématérialisée, sur la plate-forme des marchés <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence :

MP_2026_005_MAPA

conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Toutes les modalités de dépôt des offres sont indiquées en annexe I du présent règlement de la consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute proposition qui ne sera pas remise dans les conditions précisées ci-dessus ou qui parviendra après la date et l'heure limites fixées à la page 1 et au 1) de la section VI ci-dessous ne sera pas prise en compte.

5 – Adresse auprès de laquelle la copie de sauvegarde peut être envoyées ou déposées :

Le candidat est invité, à titre de copie de sauvegarde, à effectuer une transmission sur support physique électronique ou sur support papier.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que cette copie de sauvegarde n'est ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (programme informatique malveillant, candidature ou offre électronique reçue de façon incomplète, hors délai ou qui n'a pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres).

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peuvent faire l'objet d'une réparation dont il sera gardé trace selon l'arrêté du 22 mars 2019 susvisé ».

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Cette copie de sauvegarde doit être transmise avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Musée d'Archéologie nationale Domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye

Responsable de la commande publique et du budget

Place Charles de Gaulle

78105 Saint-Germain-en-Laye Cedex

SECTION III : Objet du marché

1) Objet du marché :

La présente consultation a pour objet des prestations de conservation-restauration sur des collections exposées ou conservées en réserve au musée d'Archéologie nationale domaine national du château de Saint Germain en Laye :

- ✓ Lot n°1 - MP_2026_005_MAPA « Entretien des collections exposées dans les salles d'exposition permanente et temporaire »
- ✓ Lot n°2 - MP_2026_006_MAPA « Métaux, dont plomb »
- ✓ Lot n°3 - MP_2026_007_MAPA « Céramique »
- ✓ Lot n°4 - MP_2026_008_MAPA « Verre »
- ✓ Lot n°5 - MP_2026_009_MAPA « Objets organiques archéologiques et objets ethnographiques, à l'exception des restes humains »
- ✓ Lot n°6 - MP_2026_010_MAPA « Matières dures animales et collections lithiques, paléolithiques et néolithiques »
- ✓ Lot n°7 - MP_2026_011_MAPA « Sculptures, moulages, reproductions, moules et creux »
- ✓ Lot n°8 - MP_2026_012_MAPA « Maquettes et modèles »
- ✓ Lot n°9 - MP_2026_013_MAPA « Peintures tout support et cadres, à l'exception des toiles marouflées »
- ✓ Lot n°10 - MP_2026_014_MAPA « Mosaïques »
- ✓ Lot n°11 - MP_2026_015_MAPA « Fresques et enduits peints »
- ✓ Lot n°12 - MP_2026_016_MAPA « Textiles »

Toutes précisions utiles relatives à l'objet du marché, aux prestations et à leurs conditions d'exécution sont exposées dans les CCAP et CCTP du marché.

2) Type de marché de services :

Prestations de service de Musée

3) Nomenclature (Classification CPV) :

CPV : 92311000 – Œuvres d'art 92521210 – services de conservation des objets exposés

4) Forme du marché :

Lots n°1 à 3 :

- | | |
|--|-----|
| ➤ S'agit-il d'un accord-cadre forfaitaire | NON |
| ➤ S'agit-il d'un accord-cadre à bons de commande | OUI |
| ➤ S'agit-il d'un accord-cadre à commande avec un minimum et un maximum | NON |
| ➤ S'agit-il d'un accord-cadre avec seulement un maximum | OUI |
| ➤ S'agit-il d'un marché à tranches | NON |
| ➤ S'agit-il d'un accord-cadre associé à des marchés subséquents | NON |

SECTION IV : Procédures

1) **Type de procédure** : Marché à procédure adaptée établi en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-3, R2123-5 et R2123-7 du code de la commande publique.

2) **Les candidats ont-ils déjà été sélectionnés** (*dans le cas d'une procédure négociée*) ? : sans objet

3) **Possibilité de recours à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires** :
OUI

4) **Dialogue compétitif** : NON

SECTION V : Délai d'urgence – justification

Sans objet

SECTION VI : Condition de délai

1) **Date limite de remise des offres** : **Jeudi 09 avril 2026 à 12h00** (terme de rigueur)

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC), sera considéré comme hors délai.

2) **Date prévue pour l'envoi de l'invitation à déposer une offre aux candidats sélectionnés** (*dans le cas d'une procédure restreinte ou négociée*) : sans objet

3) **Délai de validité des offres** : 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

SECTION VII : Allotissement et lieux d'exécution ou de livraison

Ce marché fait l'objet d'un allotissement technique (douze lots) selon les modalités fixées à la section IX ci-dessous.

N° du lot	Description du lot
1	Entretien des collections exposées dans les salles d'exposition permanente et temporaire
2	Métaux, dont plomb
3	Céramique
4	Verre
5	Objets organiques archéologiques et objets ethnographiques, à l'exception des restes humains
6	Matières dures animales et collections lithiques, paléolithiques et néolithiques
7	Sculptures, moulages, reproductions, moules et creux
8	Maquettes et modèles
9	Peintures, tout support et cadres, à l'exception des toiles marouflées
10	Mosaïques
11	Fresques et enduits peints
12	Textiles

Les lieux d'exécution sont fixés à l'article 2.E.4 du CCTP, à savoir :

- Différents espaces du musée implantés à Saint Germain en Laye ;
- Réserves externalisées située entre 2 et 15 km du musée ;
- Atelier du prestataire.

SECTION VIII : Caractéristiques principales

1) Type de marché :

Les douze lots sont des accords-cadres mono-attributaires à bons de commande exécutés au fur et à mesure du besoin.

2) Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) : sans objet

3) Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles : sans objet.

4) Refus des variantes : Oui

SECTION IX : Division en lots

1) Prestations divisées en lots : OUI

N° du lot	Description du lot
1	Entretien des collections exposées dans les salles d'exposition permanente et temporaire
2	Métaux, dont plomb
3	Céramique
4	Verre
5	Objets organiques archéologiques et objets ethnographiques, à l'exception des restes humains
6	Matières dures animales et collections lithiques, paléolithiques et néolithiques
7	Sculptures, moulages, reproductions, moules et creux
8	Maquettes et modèles
9	Peintures, tout support et cadres, à l'exception des toiles marouflées
10	Mosaïques
11	Fresques et enduits peints
12	Textiles

2) Possibilité de présenter une offre pour un lot ☒ plusieurs lots ☒ l'ensemble des lots ☐

Un candidat ne peut se présenter que pour un maximum de 5 lots, soit 5 offres distinctes.

L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'il doit remettre un acte d'engagement et les deux annexes associées pour chacun des lots auxquels il candidate.

A cet effet, le dossier de consultation comprend pour chacun des lots :

- Un Acte d'engagement ;
- Annexe 1 (BPP -Bordereau de prix plafonds) ;
- Annexe 2 (clause sociale).

Dans l'hypothèse d'une déclaration de sous-traitance lors du dépôt de l'offre pour un lot concerné, le formulaire DC4 est disponible sur le site internet du Ministère de l'Economie des Finances et de la Relance – [economie.gouv.fr \(https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat\)](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat).

SECTION X : Durée du marché ou délai d'exécution

1) Durée du marché ou délai d'exécution :

Le marché prend effet à sa date de notification et se termine au 31 décembre 2026. Il est reconductible deux fois par décision expresse du Pouvoir Adjudicateur sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 36 mois :

- 1ère reconduction annuelle pour l'année 2027 ;
- 2ème reconduction pour la période restante dans la limite de la durée maximale de l'accord-cadre fixée à 36 mois.

2) Date prévisionnelle de début des prestations :

Juin 2026

3) Durée des bons de commande

La notification des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels de l'accord-cadre et ce, dans une limite de 6 mois après le terme de l'accord-cadre.

SECTION XI : Conditions relatives au marché

1) **Cautionnement et garanties exigées** : sans objet

2) **Modalités essentielles de financement et de paiement** :

Le mode de règlement choisi par l'Administration est le virement. Aucune modification du mode de règlement ne peut avoir lieu. Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à partir de la date de réception de la facture par l'Administration sur CHORUS.

3) **Forme juridique du groupement de prestataires attributaire du marché** : sans objet

4) **Langue** : Français

SECTION XII : CLAUSE SOCIALE D'INSERTION PROFESSIONNELLE

Une clause sociale d'insertion professionnelle au bénéfice des néo-diplômés est prise en compte **et ce, pour chacun des lots**.

Pour promouvoir l'emploi et la transmission des savoirs dans le monde culturel, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion professionnelle au bénéfice des néo-diplômés.

Cette démarche constitue une condition d'exécution des marchés qui seront notifiés à l'issue de cette consultation.

Pour l'exécution du ou des marché(s), l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès à l'emploi de personnes diplômées depuis moins de cinq (5) ans.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion professionnelle de néo-diplômés.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle de néo-diplômés **dans le domaine de la conservation-restauration du patrimoine**, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par :

La Mission ministérielle des achats du Ministère de la Culture
182, Rue Saint-Honoré 75001 Paris

Il est mis à disposition des candidats et attributaires, une annexe 4 au présent règlement de la consultation relative aux dispositions de mise en œuvre de cette clause sociale.

SECTION XIII : Dossier de consultation

LE REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) et ses quatre annexes :

- ANNEXE 1 : Modalités pratiques de la consultation dématérialisée ;
- ANNEXE 2 : Attestation de visite ;
- ANNEXE 3 : Questionnaire Diversité - égalité Femme/Homme ;
- ANNEXE 4 : Présentation de la clause sociale.

UN ACTE D'ENGAGEMENT et ses deux annexes (financières et engagement clause sociale)

- ANNEXE 1 : Bordereau de Prix Plafonds (BPP) ;
- ANNEXE 2 : Engagement relatif à la clause sociale.

LE CCAP et ses trois annexes :

- ANNEXE 1 : Pénalités ;
- ANNEXE 2 : Déclaration néo-diplômés clause sociale ;
- ANNEXE 3 : Questionnaire clause sociale.

LE CCTP et ses 4 annexes :

Numéro annexe	Libellé annexe
Annexe 1	Convention d'accès au laboratoire
Annexe 2	Règlement de visite
Annexe 3	Conditions d'accès et de circulation
Annexe 4	Cadre de réponse technique, environnemental et social (1 cadre de réponse /lot)

Points d'attention :

NB : les CCAP et CCTP et leurs annexes sont communs à l'ensemble des lots.

Si le candidat remarque une anomalie technique sur les documents qui lui sont remis, il est invité à contacter le service le plus rapidement possible et en tout état de cause avant la remise des plis.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une anomalie dans les dispositions du cahier des charges lors des décisions de rejet ou en cours d'exécution du marché.

SECTION XIV : Conditions relatives à la candidature

1) Visite de sites :

Les candidats doivent **obligatoirement** réaliser une visite de site et ce pour **l'ensemble des lots auxquels il souhaite candidater.**

Les candidats se présenteront pour cette visite de site :

- **Jeudi 12 mars 2026 à 9H00** (prévoir 2h00)
ou
- **mardi 17 mars 2026 à 9H00** (prévoir 2h00)

Afin de s'inscrire à cette visite et de permettre l'accès au site, les candidats qui portent de l'intérêt à cette consultation doivent transmettre un mail :

- visite du 12 mars 2026 : au plus tard le mercredi 11 mars 2026 à 17H00,
- visite du 17 mars 2026 : au plus tard le lundi 16 mars 2026 à 12H00,

aux adresses mails suivantes :

nadine.bretonniere@culture.gouv.fr **ET** helene.huysseune@culture.gouv.fr

Ce mail doit faire mention du nom et l'adresse postale de la société ou du groupement d'entreprise représenté, le nom, qualité, spécialité, téléphone portable et adresse mail de chacun des représentants participant à la visite.

Le rendez-vous est fixé à l'entrée du Musée d'Archéologie nationale (MAN), Place Charles de Gaulle, 78100 Saint-Germain-en-Laye, 10 minutes avant le début de la visite. Les représentants doivent être munis d'une carte d'identité valide.

La visite fait l'objet d'une attestation de visite (cf. annexe 2 au présent règlement de la consultation) à viser par le représentant de la société et le représentant de la Personne publique.
La société doit se présenter pour la visite des sites avec cette attestation au format papier.

Points d'attention :

Les candidats doivent obligatoirement réaliser cette visite et l'attestation de visite doit impérativement être jointe au dossier d'offre et ce, quel que soit le lot concerné (cf. section XV du présent règlement de la consultation), sans quoi l'offre est considérée comme irrégulière et par conséquent rejetée.

Il appartient aux candidats de solliciter toutes les précisions qu'ils estimeront utiles à l'occasion de cette visite de site.

2) Renseignements concernant la situation propre du candidat

Renseignements concernant la situation propre de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire de services et renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale requise en vue de la sélection des candidats (application des articles R.2143-6, R.2143-7, R.2143-8, R.2143-9, R.2143-10, R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandé aux candidats aux marchés publics).

2.1 Critères de sélection des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1, R.2144-2, R.2144-3, R.2144-4, R.2144-5, R.2144-6, R.2144-7 du Code de la commande publique ne sont pas admises, les candidatures dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont analysées, par le pouvoir adjudicateur, comme insuffisantes au regard des prestations objet de ce marché.

S'agissant des éléments de candidature à produire, les candidats choisissent l'une des options suivantes :

- **Les éléments sont joints au dossier d'offre conformément à l'article 2-1.1 ci-dessous ;**
- **Etablir un formulaire type pour le DUME conformément à l'article 2-1.2 ci-dessous.**

2.1.1 Dossiers de candidature à joindre à l'offre

Le dossier de candidature doit comporter **pour chaque lot :**

✓ **Situation juridique et références requises**

Chaque lot peut être attribué à un Titulaire unique ou à un groupement momentané d'entreprises, étant entendu que le groupement doit être constitué dès le stade de la candidature.

Recommandation :

La candidature en groupement est recommandée sachant que le musée a des besoins permanents en conservation-restauration qui peuvent survenir de façon inopinée ou urgente pour l'ensemble des lots. Ainsi une grande disponibilité des candidats est nécessaire pour la bonne exécution des prestations objet des présents marchés.

○ **Modalités relatives aux groupements momentané d'entreprises**

L'un des membres du groupement doit être désigné comme mandataire du groupement.

En cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements.

Un même opérateur économique ne peut présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Au stade de l'attribution, le groupement doit impérativement être soit conjoint avec solidarité du mandataire, soit solidaire.

Le dossier devra être formalisée comme suit, et contenir les éléments suivants :

- la lettre de candidature : imprimé DC1 dûment renseigné par le candidat se présentant seul ou, **en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement** ; chaque membre du groupement doit désigner en son sein le mandataire du groupement (rubrique « G -désignation du mandataire » du DC1) ;
- la déclaration du candidat : imprimé DC2 dûment rempli par le candidat se présentant seul ou, **en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement**, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques accompagné des annexes à joindre ; Le(s) numéro(s) SIREN du soumissionnaire devra impérativement être indiqué dans le cadre de cette procédure.
- le cas échéant, le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise et tout document permettant de prouver que le signataire a l'habilitation pour engager la société (pouvoir en chaîne) **et**, en cas de candidature groupée, le document d'habilitation (délégation de pouvoir) donnée au mandataire par chaque membre du groupement (cf. dispositions rubrique « G -désignation du mandataire » du DC1) ;
- Tout élément permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier les capacités techniques et financières du candidat (notamment références, présentation de la société et organisation)

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site internet du Ministère de l'Economie des Finances et de la Relance – [economie.gouv.fr \(https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat\)](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat).

✓ **Capacité économique et financière – références requises ou DC2**

Renseignements permettant d'évaluer les capacités financières du candidat : chiffre d'affaires global, chiffre d'affaires relatif aux prestations considérées et résultats pour les trois dernières années.

✓ **Référence professionnelle et capacité technique – références requises ou DC2**

✚ **Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles et techniques du candidat sur les trois dernières années :**

- Effectifs mis en place au titre de ce marché et expériences acquises pour l'ensemble de l'équipe ou du groupement momentané d'entreprises

✚ **Liste des références en rapport et proportionnées avec l'objet du marché**

Une liste des principaux services fournis par le candidat au cours des trois dernières années portant sur un objet analogue à celui de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé pour des prestations exécutées.

✚ **Certificats et habilitations particulières** exigées par la réglementation de ce secteur d'activité :

- **Présentation du diplôme de chaque conservateur-restaurateur** selon les dispositions suivantes :
 - Présentation des diplômes de conservateurs-restaurateurs habilités à travailler sur des collections musée de France, spécialisés dans le domaine de spécialité en conservation-restauration du lot concerné et éventuellement titulaires du Master de conservation préventive pour l'ensemble de l'équipe ou du groupement momentané d'entreprises, **qui doit être composé à minima de 4 conservateurs-restaurateurs pour les lots 2 à 11 ;**
 - L'équipe du titulaire ou le mandataire titulaire doit justifier d'expériences similaires durant ces trois dernières années, **pour la coordination et la conduite de marchés comparables ;**
 - Habilitation reconnue dans les domaines liés à ce marché pour intervenir sur les collections « musées de France » selon l'article L452-1 du code du Patrimoine modifié par décret n° 2011-217 du 25 février 2011 (JORF n°0049 du 27/02/2011) ;
- **Spécificité lot n°1 :** Présentation des diplômes de technicien de conservation titulaire de la mention technicien du patrimoine ou d'une expérience significative équivalent au moins à 1 chantier similaire d'une durée supérieure à 2 mois, dans le domaine de l'archéologie ou des objets d'art.
- Tout autre certificat, qualification ou habilitation jugé nécessaire pour la réalisation des prestations attendues.

✚ **Nombre maximal de candidats admis à présenter une offre**
Sans objet

✚ **Nombre minimal de candidats admis à présenter une offre**
Sans objet

2-1.2 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME (document unique de marché européen).

Si le candidat établit un DUME, il ne devra pas fournir les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat et attestation sur l'honneur).

Ce DUME doit être impérativement rédigé en Français.

Pour plus de renseignements, le candidat peut consulter la page de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp> et le service permettant de remplir et réutiliser le DUME <https://ec.europa.eu/tools/esp/filter?lang=fr>.

Le(s) numéro(s) SIREN du soumissionnaire devra impérativement être indiqué dans le cadre de cette procédure.

SECTION XV : Modalités de remise de l'offre

Le dossier d'offre doit comporter **pour chaque lot** :

1. ***l'acte d'engagement et ses deux annexes***, dûment complétés par la personne habilitée pour chacun des lots (BPP et annexe relative à l'engagement au titre de la clause sociale doivent obligatoirement être joints à l'acte d'engagement) ;
2. ***l'annexe 4 au CCTP relative au cadre de réponse technique, environnemental et social du lot concerné renseigné dans son intégralité ; cette annexe est nécessaire pour évaluer l'offre au regard des critères technique, environnemental et social.***
3. ***l'attestation de visite visée des deux parties (Annexe 2 au RC).***

Il est précisé que l'analyse de l'offre relative aux critères technique, environnemental et social s'appuie **sur les éléments communiqués au titre du cadre de réponse précité** à renseigner exhaustivement par les candidats en respectant impérativement la forme du document (cf. annexe 4 au CCTP).

Le candidat peut utilement joindre à son offre :

- ✓ ***Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) ;***
- ✓ ***l'attestation d'assurance en cours de validité précisant la période couverte.***

POINTS D'ATTENTION :

- L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'il doit remettre **un acte d'engagement et ses deux annexes pour chacun des lots** auxquels il soumissionne. L'acte d'engagement et les annexes (BPP et engagement clause sociale) **doivent tous être dûment complétés, paraphés, datés et signés par le représentant habilité ;**
- **le BPP (Bordereau de Prix Plafonds)** doit être remis **aux formats PDF et excel** et ce, afin de permettre une vérification efficiente des données saisies ;
- L'annexe 4 – cadre de réponse technique, environnemental et social doivent être remises au format word et PDF.
- L'Administration **écartera toutes les offres** dont :
 - *Le dossier d'offre est incomplet ; **les pièces 1 à 3 précitées** doivent impérativement être jointes au dossier d'offre du lot concerné ;*
 - *Les prix unitaires en € HT et remise du BPP **ne sont pas complètement renseignés.***

Document à conserver par le candidat : le présent règlement de la consultation (RC)

SECTION XVI : Négociation & Critères d'attribution

➤ Négociation

Au regard de l'ordonnance du 26 novembre 2018 (n°2018-1074) **le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier les offres avec les soumissionnaires**. Toutefois, il est précisé que conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, **la personne publique peut attribuer le marché sur la base de l'offre initiale sans négociation**.

➤ Critères de sélection

Il est fait application des articles R. 2111-10 et L. 2112-2 du code de la commande publique dans le cadre de l'article 8.2 du CCAP qui prévoit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère social.

Il est également prévu dans le cadre de cette consultation un critère d'attribution à caractère social.

Pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Critère	Pondération en %
Technique	45
Prix	40
Environnemental	10
Social	5

Chaque critère de notation est décliné par sous-critères listés ci-après :

✓ **Offre relative au critère technique – 45% de la valeur totale :**

	Sous-critère technique	Pondération en %	Base d'évaluation
A	Moyens humains et qualification de l'équipe dédiée : <i>moyens humains mis en œuvre, composition et organisation de l'équipe dédiée (dont chef d'équipe mandataire), diplômes, habilitation « musée de France » et certificats de qualifications professionnelles, CV, expériences dans le domaine du marché, et adéquation du domaine de spécialité avec les compétences requises en fonction des lots et justification de la présence d'une personne ayant des compétences en termes de gestion de projets (mettre en exergue dans le curriculum vitae ses capacités. Pour chaque intervenant, le détail du domaine effectif de spécialité est demandé. Historique de collaborations précédentes et justification du mode de groupement momentané d'entreprise sélectionné</i>	15	Le cadre de réponse technique (cf. annexe 4 au CCTP)
B	Pertinence de la méthodologie : <i>engagements de respect des règles de déontologie en matière de conservation-restauration et d'hygiène et de sécurité, innocuité et stabilité des produits de traitement, sobriété dans leur utilisation ; Description illustrée des propositions des méthodes d'intervention, des protocoles, des matériaux et des produits utilisés pour chaque type de prestations demandées ; Description détaillée de livrables (constats d'état, rapport d'intervention, comptes-rendus) sur la base de modèles à minima un constat d'état, une fiche d'intervention et un relevé d'altération ; qualité des prises de vue ainsi que de tout autre élément de documentation graphique complémentaire éventuel (relevés, etc.).</i>	15	Le cadre de réponse technique (cf. annexe 4 au CCTP)
C	Organisation logistique et administrative : <i>modalités d'intervention sur site ; coordination entre le groupement de conservation-restauration, les responsables des collections concernées et le service de la régie des collections du MAN ; gestion des réunions ; délai de réactivité et mesures garantissant la disponibilité de l'ensemble de l'équipe tout au long du marché en cas d'intervention d'urgence, respect du calendrier et des délais de transmission des livrables. Le candidat doit préciser l'organisation pour l'exécution des prestations, continuité dans l'exécution des prestations</i>	10	Le cadre de réponse technique (cf. annexe 4 au CCTP)

	Sous-critère technique	Pondération en %	Base d'évaluation
D	Adéquation des moyens matériels aux prestations du marché : <i>outillages, matériels et équipements techniques, y compris le matériel de prise de vue, dont le candidat dispose pour l'exécution de marchés de même nature, description de l'atelier pouvant être mis à disposition pour la réalisation des prestations.</i>	5	Le cadre de réponse technique (cf. annexe 4 au CCTP)

✓ **Offre relative au critère Prix – 40% de la valeur totale**

	Sous-critère Prix	Pondération du sous-critère en %	Base d'évaluation
A-	Bordereau de prix plafonds (BPP) - Prix unitaires	35	BPP
B-	Coefficient appliqué sur le prix public catalogue des prestataires pour la location de matériels spécifiques	5	

S'agissant du sous-critère de notation relatif au bordereau de prix unitaires, un panier sera défini pour la notation.

➤ **Offre relative au critère environnemental – 10 % de la valeur totale**

	Sous-critère environnemental	Pondération en %	Base d'évaluation
A1	Qualité et utilisation des produits, action en matière de santé et de sécurité des personnes : <i>utilisation de matières premières à toxicité faible et limitation de l'usage des solvants organiques) et mutualisation des moyens au sein de l'équipe, Capacité à travailler en circuit court, utilisation de matériaux biosourcés</i>	6	Le cadre de réponse (cf. annexe 4 au CCTP)
A2	Implication dans des groupes de recherche et formation continue sur les questions environnementales appliquées au domaine de la conservation-restauration		

	Sous-critère <i>environnemental</i>	Pondération en %	Base d'évaluation
B1	Gestion des déchets : Mesures appropriées permettant la limitation maximale de la production de déchets, la valorisation et le traitement des déchets résiduels générés par les prestations	4	
B2	Réutilisation, réemploi, recyclage : Utilisation raisonnée des conditionnements au titre de ce marché, réutilisation, réemploi, recyclage des pièces et matériaux chaque fois que possible. Réparation prioritaire au remplacement des équipements utilisés		
B3	Politique de réduction des émissions de gaz à effets de serre (flotte de transport, ...)		
B4	Démarche RSE mise en place sur ce marché		

➤ **Offre relative au critère social –5% de la valeur totale**

	Sous-critère	Pondération du sous-critère en %	Base d'évaluation
A-	<p>Dans le cadre de la condition d'exécution relative à l'insertion qui permette l'accès à l'emploi de personne(s) diplômée(s) dans le domaine de la conservation-restauration depuis moins de cinq (5) ans : mesure préconisée et organisation mise en place (organisation des prestations, sélections du ou des néo-diplômés, encadrement (nom, prénom, téléphone, mail ... du référent), pédagogie/encadrement prévu, prestations/missions confiées, niveau de responsabilité confié et nombre de demi-journées confiées (cf. article 8.2.3 du CCAP).</p> <p>Dans l'hypothèse où le profil du ou des néo-diplômés est d'ores et déjà identifié, nom et Prénom, Année de diplôme, Ecole, Spécialité..., statut d'intégration : CDD/CDI ...)</p>	5	Le cadre de réponse social (cf. annexe 4 au CCTP)

SECTION XVII: Attribution

Le candidat classé premier doit avant attribution du marché transmettre à la personne publique, **dans un délai maximal de 3 jours ouvrés**, les documents ci-dessous :

- a) les certificats sociaux et fiscaux ;
- b) le questionnaire complété relatif à l'égalité Femme/Homme ;
- c) l'attestation d'assurance, le cas échéant ;
- d) profil du ou des néo-diplômé(s) identifié(s).

La non remise des justificatifs à la date fixée, implique renonciation à l'attribution du marché ; son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la première est sollicité pour produire les mêmes documents avant que le marché ne lui soit attribué.

Par ailleurs, conformément au décret 2025-1383 du 29 décembre 2025, si, après le choix de l'attributaire et avant la notification du marché, l'attributaire se trouve, par suite d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure, dans l'impossibilité d'exécuter le marché, l'acheteur peut solliciter le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite auprès des autres soumissionnaires dans l'ordre du classement des offres.

a) Certificats sociaux et fiscaux

Conformément aux articles L.2141-1, L.2141-2, L.2141-3, L.2141-4, L.2141-5, L.2141-6, L.2141-7, L.2141-8, L.2141-9, L.2141-10, L.2141-11, L.2341-1, L.2341-3, L.2341-4, L.2341-5 et R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019, le marché sera attribué au candidat retenu sous réserve que celui-ci produise **dans un délai maximal de 3 jours ouvrés**, à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ; ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché,
- Les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou l'imprimé **NOTI 2**. L'attestation sociale doit dater de moins de 6 mois.

b) Labellisation Diversité – Egalité Femme/Homme

Le ministère de la Culture est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

Le temps moyen pour renseigner ce questionnaire est d'environ 20 minutes.

Le soumissionnaire joindra aux certificats sociaux et fiscaux le questionnaire complété.

c) Attestation d'assurance

Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 3.7 du CCAP, le titulaire doit produire le justificatif du contrat d'assurance souscrit.

d) Profil du ou des néo-diplômé(s) identifié(s)

Si l'offre de l'attributaire ne mentionne pas le profil du ou des néo-diplômé(s) identifié(s) et si l'attributaire retenu a identifié à ce stade un ou des profil(s) de néo-diplômé(s) à qu'il entend confier une mission dans le cadre de l'exécution du marché, il doit fournir avant notification les documents listés ci-après :

- Copie du diplôme en conservation-restauration de biens ;
- Curriculum Vitae à jour ;
- Selon le statut du néo-diplômé :
 - o l'attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois pour les néo-diplômés de statut indépendant ;
 - o DC2 (cotraitance) ;
 - o DC4 (sous-traitance) ;
 - o CDD/CDI/promesse d'embauche et fiche de poste.

e) Fausses déclarations

Toute fausse déclaration tombe sous les dispositions de l'article 441-1 du Code pénal, sans préjudice d'une exclusion de la compétition en cours.

SECTION XVIII : Autres renseignements

1) Numéro de référence attribué par la personne publique :

MP_2026_005_MAPA

2) Définition des études à effectuer par les candidats lors d'un concours, d'un marché de conception réalisation ou d'un dialogue compétitif : sans objet

3) Récompenses et jury : sans objet

4) Conditions d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels :

- Date limite d'obtention : sans objet
- Frais de reprographie : sans objet

Conditions et mode de paiement : sans objet

5) Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration : sans objet

Dans l'affirmative, modalités de remise des échantillons ou des matériels de démonstration : sans objet

Préciser le sort des échantillons ou des matériels de démonstration (détruits – rendus – conservés) : sans objet.

6) Remise de bordereaux des prix

- Bordereau de prix unitaires : **NON**
- Bordereau de prix plafonds : **OUI**

Dans l'affirmative, valeur contractuelle du BPP : **OUI**

7) Application de l'article L2125-1 du code de la commande publique : cette consultation fait l'objet d'un marché pour chacun des lots.

8) Renseignements complémentaires

8.1 – Modification de détail au dossier de consultation :

L'administration se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

8.2 – Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation a fait l'objet d'une dématérialisation à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Toutes les modalités pratiques relatives au téléchargement du dossier de consultation sont listées en annexe I du présent règlement de la consultation.

SECTION XIX: Contentieux

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal administratif de Versailles

56 Avenue de Saint Cloud

78000 Versailles

Téléphone : 01.39.20.54.00.